

A Matoury, le 30 juin 2017

CHEZ MICHEL DUBOUILLE  
1750 Chemin de La Désirée  
BP 246

97357 MATOURY CEDEX  
[dubouillem@gmail.com](mailto:dubouillem@gmail.com)

A

Monsieur Nicolas Hulot  
Ministre d'Etat  
Ministre de la transition écologique et Solidaire  
Hôtel de Roque Laure  
246 Boulevard Saint Germain

75700 PARIS

OBJET : PROJETS MINIERES EN GUYANE

Monsieur le Ministre,

Guyane Écologie par la présente tient à attirer respectueusement votre attention sur les conséquences du projet minier de la Montagne d'or qui se situera entre deux réserves biologiques intégrales que sont les réserves de « dékou-dékou » et « Lucifer ».

Deux multinationales ont ce projet en commun : La Junior Canadienne Columbus et la major Russe Nord-Gold dont les activités au Burkina-Faso ont fait l'objet d'un rapport de l'ONG SUISSE CAREME.

Le projet de « La Montagne d'Or » n'est que la première étape d'une volonté d'exploitation de cette zone sur la totalité de sa superficie (une demande de modification du PLU a été déposée auprès du Maire de St Laurent du Maroni pour une superficie de 256 Km<sup>2</sup>, pour laquelle des permis de recherche sont et vont être déposés.

La Guyane est la seule partie de l'Europe à posséder une forêt tropicale primaire à la biodiversité d'une richesse incomparable, qui reste, encore en partie, à découvrir et exige d'être protégée. Autoriser une exploitation minière à ciel ouvert serait une aberration écologique.

Ce projet qui consistera à faire une fosse de 2km300 de long sur 500m de large et 400m de profondeur et plus si le filon s'avère toujours productif au-delà.

Ce serait la mine à ciel ouvert la plus grande de France dans une région dont la biodiversité serait détruite alors que la Guyane permet à la France de ne pas payer de taxe Carbone grâce à sa forêt humide guyanaise.

Pas moins de 10 à 20 tonnes d'explosifs exploseront chaque jour ainsi qu'un minimum de 10 tonnes de cyanure qui seront nécessaires pour extraire 1,5 g d'or dans une tonne de roche.

Alors qu'une tonne de portables recyclés permettrait de récupérer 200 g d'or si se développait aux Antilles-Guyane une filière de recyclage des téléphones portables sachant qu'ils sont remplacés en moyenne tous les six mois.

La forte pluviométrie de notre région, la capillarité de notre réseau hydrique, nous interrogent sur les conséquences inéluctables d'un drainage minier acide non maîtrisé à ce jour qui impacterait l'ensemble des cours d'eau voire des nappes phréatiques.

La durée de vie de ce projet est de 13 ans et la faible taxation (2% du kilo soit 760€) ne permettront pas la pérennisation des emplois induits.

Le consortium de la MONTAGNE D'OR a vanté au Président de la République, lors de son passage en Guyane en tant que ministre des finances, une mine responsable. Ce dernier avait annoncé le 27 août 2015 : « Nous allons tout faire pour qu'un projet d'une telle envergure puisse voir le jour en Guyane ».

Ainsi, le 1er avril 2015, M. Emmanuel MACRON a lancé l'installation du groupe de travail sur la Mine responsable, avec un comité de pilotage type « Grenelle », censé représenter « *l'ensemble des parties prenantes : élus locaux et nationaux, organisations non gouvernementales, représentants des professionnels et des salariés* »

Ingénieurs Sans Frontière SystExt, présent lors du lancement du groupe de travail, a déclaré « qu'il ne saurait se porter garant d'un texte vide de toute ambition sociale, humaine et environnementale ».

France Nature Environnement dresse à peu près le même constat : « la société civile n'est qu'une gageure pour un projet sans ambition, similaire aux initiatives internationales existantes, portées par des collègues d'industriels, prônant l'autocontrôle, l'auto-labelisation et la responsabilité sociale des entreprises comme solution miracle ».

Le 14 juillet 2016 le collectif OR DE QUESTION se créait et Guyane Ecologie apportait dès le début tout naturellement son soutien. Une page Facebook est créée (<https://www.facebook.com/ordequestion/>) et l'ONG Maioury Nature y met des informations actualisées sur son site que vous pouvez consulter pour avoir plus de détails sur ce projet <https://sites.google.com/site/maiourynature/actualites-2011>

Aujourd'hui une pétition initiée par l'ONG SAUVONS LA FORET (<https://www.sauvonslaforet.org/petitions/1084/president-macron-non-a-la-mine-dor-industrielle-en-guyane>) a récolté plus de 160600 signatures.

Le 15 mars 2017 *l'Humanité* titrait « **Exploitation aurifère. Montagne d'or, la perspective qui mine la Guyane** » <http://www.humanite.fr/exploitation-aurifere-montagne-dor-la-perspective-qui-mine-la-guyane-633398>

Guyane Ecologie considère donc ce projet nuisible pour notre région qui a la possibilité de développer d'autres activités structurantes pour notre économie sans mettre en péril notre biodiversité et les générations futures à qui nous léguons un site pollué.

Notre Collectivité Territoriale de Guyane est bien décidée à ouvrir le territoire aux miniers et pour ce faire elle lance un appel à projet Mines consultables sur ce site [www.ctguyane.fr/ctg-apo-mines](http://www.ctguyane.fr/ctg-apo-mines) : le lien pour en connaître les critères sont dénommés « [Guide des critères de sélection](#) »

C'est avec un grand plaisir que nous avons appris votre volonté de ne pas autoriser, par la Loi, les extractions d'hydrocarbures en France mais aussi dans les DOM quand on connaît les projets off-shore existants en Guyane.

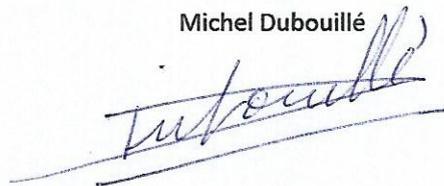
C'est pourquoi nous souhaitons nous entretenir avec vous et vos services afin que nous puissions avoir l'assurance de vous exposer nos arguments pour qu'un tel projet ne puisse voir le jour.

Si notre demande vous agréait nous pourrions constituer une délégation de 3 ou 4 personnes de Guyane auxquelles viendraient s'ajouter dans la mesure de leur disponibilité, un membre de ISF et peut être une ou deux autres personnes représentantes des ONG nationales.

Nous sommes conscients de l'intérêt que vous portez à la Biodiversité, et donc au devenir de notre planète, et par conséquent nous ne doutons pas de la justesse de vos méthodes de travail.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de nos salutations respectueuses.

Michel Dubouillé



Secrétaire Régional  
Guyane Écologie